

## **Haïti : seules les têtes ont changé; l'insécurité, la pauvreté prennent plus d'ampleur**

Six mois après la prise de fonction officielle du Conseil présidentiel de transition et environ quatre mois après l'installation du Premier ministre Garry Conille, la transition tant espérée pour tenter de remettre Haïti sur la voie de la normalité bat encore de l'aile. En effet, à part la tête des chefs, pas grand-chose de changé dans le paysage haïtien. La cherté de la vie, le chômage, l'insalubrité des rues, l'arrêt des activités scolaires et économiques dans certaines artères de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, l'impossibilité de circuler sur une bonne partie de nos routes nationales demeurent à date des défis auxquels les nouveaux dirigeants tardent à trouver la bonne parade.

Face à cette situation étouffante qui réduit les rues de Port-au-Prince et même celle de certaines villes de province en de véritables guêpiers, la population se désespère davantage au fil des jours. Etant les champions de la débrouillardise, les Haïtiens ne réclament de l'Etat haïtien que la garantie de pouvoir circuler sans contrainte et s'adonner à leurs activités quotidiennes. Malheureusement, à cause de l'insécurité ramifiante qui touche tous les secteurs et asphyxie l'économie depuis tantôt une décennie, la population prisonnière se retrouve sans aucune alternative face aux assauts terroristes des gangs et la veulerie des autorités étatiques.

Au comble de son désespoir, le peuple haïtien ne peut même pas compter sur le support des « Amis d'Haïti » pour le sortir de pétrin. Les Etats-Unis, la France, le Canada après plusieurs années n'arrivent pas à trouver la bonne formule pour aider Haïti à se libérer des griffes des bandits qui blessent, violent, tuent et pillent sans répit une population déjà aux prises avec l'extrême pauvreté. Sous la menace des bandes armées qui occupent plus de 80% de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a recensé environ 750 000 habitants qui ont fui leur résidence pour aller chercher refuge dans des villes de province, se loger à la belle étoile dans des espaces publics ou solliciter de l'aide dans des centres d'hébergement.

### **Erreur! Nom du fichier non spécifié.**

Pendant que le pays se referme comme un étau sur ses citoyens en difficulté, la République dominicaine a choisi ce moment pour déverser (parfois de façon arbitraire) des milliers de compatriotes qui vivaient illégalement en terre voisine. Des employés d'ambassades étrangères travaillant en Haïti ont été sommés par leurs pays de quitter Port-au-Prince d'urgence. Des "pays amis" dotés des moyens d'aider Haïti à se défaire de l'étau des gangs criminels se sont ravisés. Alors, le Conseil de sécurité de l'ONU a fait choix du Kenya pour diriger une Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) en Haïti.

Près de quatre mois après le début du débarquement de cette mission, Haïti se trouve plus que jamais sous le contrôle des gangs. De nouveaux quartiers sont venus s'ajouter

sur la liste des zones déjà contrôlées par les bandits, sans compter plusieurs nouveaux massacres orchestrés par les bandes armées, occasionnant des centaines de nouvelles victimes parmi la population civile, toujours pendant la présence de la MMAS.

Même les matériels des organismes internationaux s'activant dans le pays ne sont pas épargnés. Une voiture appartenant à l'ambassade américaine a été la cible des bandits il y a quelques jours dans les parages de l'ambassade même à Tabarre. Un hélicoptère de l'ONU a été également touché par plusieurs projectiles en survolant « Village-de-Dieu », le territoire commandé par le gang « 5 Segonn ». Cela prouve la force de frappe et aussi l'arrogance des membres de la coalition Viv Ansanm.

Malheureusement, loin d'encadrer les forces déjà présentes sur le terrain et les doter de moyens pour pouvoir faire face aux gangs, à la surprise générale, il a été décidé par le Conseil de sécurité de l'ONU la reconduction pour une durée d'un an, de l'embargo sur les armes sur Haïti.

Est-ce la meilleure façon de lutter contre l'insécurité en Haïti ? Seules les victimes des gangs armés ont la réponse à cette question.

**Cyprien L. Gary**